

Le CELAT : au cœur de la nouvelle recherche québécoise

In: Genèses, 12, 1993. pp. 89-95.

Citer ce document / Cite this document :

Létourneau Jocelyn. Le CELAT : au cœur de la nouvelle recherche québécoise. In: Genèses, 12, 1993. pp. 89-95.

doi : 10.3406/genes.1993.1185

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1993_num_12_1_1185

Le CÉLAT : au cœur de la nouvelle recherche québécoise

*Entretien avec
Jocelyn Létourneau*

creative
commons
=

Persée
BY: \$



Jocelyn Létourneau est professeur au département d'histoire de l'Université Laval (Québec) et directeur du CÉLAT (Centre d'Études sur la Langue, les Arts et les Traditions populaires des francophones en Amérique du Nord).

Parmi les publications récentes, de Jocelyn Létourneau :

- « La saga du Québec moderne en images », *Genèses*, mai 1991, n° 4 ;
- « La nouvelle figure identitaire du Québécois : essai sur la dimension symbolique d'un consensus social en voie d'émergence », *British Journal of Canadian Studies*, 1991 vol. 6 n° 1 ;
- en collaboration avec Bogumil Jewsiewicki (éd.), *Constructions identitaires : questionnements théoriques et études de cas*, Québec, CÉLAT, 1992, coll. « Actes du CÉLAT », n° 6.

Genèses : Est-ce que vous pourriez retracer brièvement l'histoire de votre Centre ?

Jocelyn Létourneau : Le CÉLAT a été créé en 1976 par le regroupement de trois projets qui existaient déjà à la Faculté des lettres de l'Université Laval. L'un de ces projets touchait à l'étude systématique des faits de tradition et de folklore des francophones en Amérique du Nord. Ce projet entendait tirer profit du fonds documentaire disponible aux archives de folklore de l'Université Laval. Les deux autres projets visaient, pour l'un, à confectionner un atlas linguistique de l'Est du Canada et, pour l'autre, à inventorier exhaustivement les particularités du français parlé et écrit en Amérique du Nord, et notamment au Québec. Si ces trois projets ont été regroupés au CÉLAT, grâce à l'initiative de Jean Hamelin et avec l'appui des départements d'histoire et de langues et linguistique, c'est que l'Université Laval voulait donner une nouvelle impulsion aux études portant sur les francophones en Amérique du Nord, en reconnaissant une priorité aux éléments de culture populaire.

Depuis 1976, c'est l'étude des phénomènes et des processus de construction identitaire – au Canada francophone et au Québec – qui constitue l'axe central du programme scientifique du CÉLAT. Cette étude s'est effectuée à plusieurs niveaux, en fonction de différents objectifs et suivant diverses sollicitations.

Dans un premier temps, les travaux ont surtout consisté en l'inventaire, par des recherches à caractère ethnographique, des faits de langue, d'arts et de traditions populaires qui rendaient compte d'une culture d'expression française en Amérique du Nord. A toutes fins utiles, il s'agissait de répertorier et de décrire la diversité et la pluralité des lieux et des formes d'expression de ce que l'on appelait la culture française, au sein d'un territoire marqué par l'héritage et l'interaction dynamique de nombreuses communautés ethniques. En bonne partie financées par l'État, ces recherches visaient à reconnaître et à

officialiser un patrimoine commun incarnant l'existence d'une culture d'expression française s'enracinant loin dans le temps, au moment où la collectivité québécoise connaissait les soubresauts d'une transformation profonde de ses figures identitaires.

Par la suite, fort de l'arrivée de chercheurs mettant de plus en plus l'accent sur une démarche d'ordre conceptuel, le programme scientifique du Centre a été orienté vers l'étude de la mémoire collective des Québécois. À travers cette problématique intégratrice, il s'agissait de mieux comprendre les modalités de formation et de transformation d'une identité collective dont la propriété principale était de se « fixer » à des lieux de mémoire, véritables producteurs de sens commun, qui contribuaient à définir et à marquer la frontière du Nous par rapport aux Autres. Par cette problématique, il s'agissait également de voir dans quelle mesure l'entreprise savante d'écriture du passé conduisait à la refiguration d'un « réel » déjà pris dans l'ordre des représentations.

Récemment, le programme scientifique du CÉLAT a évolué vers la prise en compte d'un autre niveau d'appréhension des phénomènes et des processus de construction identitaire, celui des contextes d'expression des pratiques et des espaces culturels. Grâce à cette problématique, la démarche d'analyse s'est enrichie de deux manières : d'abord en permettant l'étude de ce que certains ont appelé, avec bonheur, les métissages identitaires (insistance sur l'idée d'inter-ethnicité et de transferts culturels) ; ensuite en rendant possible l'étude des territorialités – espaces concrets de vie relationnelle et d'émergence, de structuration et d'évolution des groupes d'appartenance.

Actuellement, les vingt-trois projets de recherche qui sont menés de front au CÉLAT s'articulent autour de cinq axes majeurs : les usages du passé et de la tradition dans la construction identitaire et nationalitaire ; les transferts culturels et les métissages identi-

taires ; l'identité comme mémoire octroyée et comme récit étatique ; l'art comme matrice identitaire et comme lieu idéal de communication collective ; les configurations du grand récit collectif des Québécois.

En dépit de leur diversité, les projets sont inspirés par une problématique d'ensemble qui doit beaucoup aux approches pratiquées dans les champs de la critique littéraire (déconstructivisme, sociocritique, narratologie), de la sociolinguistique et de l'analyse communicationnelle. Cette problématique pose comme prémisse que le « sentiment identitaire », c'est-à-dire l'impulsion réelle d'appartenir à un groupe ou à une entité et d'en partager les caractéristiques uniformisantes et distinctives, est un construit qui prend racine dans ce que l'on pourrait appeler un texte générateur, récitatif et iconique. Nous pensons que l'un des moyens privilégiés d'étudier l'identité comme artefact social et discursif – dont les effets induits entraînent chez ceux que l'on peut appeler les « participants du texte », une conscience de leur expérience individuelle en tant qu'intimement liée à celle d'un groupe – consiste à établir la « grammaire » de ce texte. Nous cherchons notamment à voir comment se fabriquent les discours communautaires, tout en les rapportant aux rapports de pouvoir se déployant au sein du tissu social.

Ces problématiques sont très en vogue aujourd'hui aux États-Unis ; beaucoup moins en France. Croyez-vous qu'on puisse rendre compte totalement des constructions identitaires sans faire intervenir le rôle de l'État, des groupes sociaux, etc. ?

Bien sûr que non. Nous n'ignorons pas, dans nos recherches, les contextes sociaux et institutionnels au sein desquels se construisent, s'octroient, sont imposées, se négocient, se replient et se modèlent les identités. Nous remettons en cause les explications qui envisagent l'identité comme étant une réalité substantielle, ensemble de stigmates marquant

l'individu de manière indélébile. Nous croyons qu'il faut considérer ces individus comme des personnes en perpétuelle situation de négociation identitaire et ce, en fonction des contextes au sein desquels elles évoluent. En pratique, l'individu se comporte tel un caméléon, changeant d'allégeance, de discours et de pratiques selon les nécessités, les opportunités et les stratégies du moment. Par rapport aux définitions plus rigides qui dominaient les sciences sociales il n'y a pas si longtemps, on insiste beaucoup sur l'idée que l'individu est dès le départ un être pluriel, situé au carrefour de nombreux courants culturels qu'il intègre de façon relativement cohérente dans son monde vécu. Si bien qu'au lieu de parler de l'identité comme d'un « déjà là », attendant et attrapant l'individu dans ses mailles civilisatrices, il faut plutôt partir de la perspective des contextes identitaires et voir comment, dans des situations empiriques bien caractérisées, une identité évolue au travers des joutes de pouvoir et des rapports de coopération ou d'antagonisme entre des acteurs concrets et contradictoires.

Si on poussait jusqu'au bout la perspective « relativiste » que vous exposez, on pourrait vous dire que les hypothèses de recherche et que les problématiques elles aussi dépendent du contexte qui les voit naître. Est-ce que l'on note actuellement, par exemple dans le domaine des études historiques portant sur le Québec, des transformations qui permettent d'étayer cette thèse d'une convergence entre les « textes » et leurs « contextes » ?

Tout à fait. Il est d'ailleurs fascinant d'étudier les orientations prises par l'historiographie québécoise depuis une vingtaine d'années et de les rapporter à leur contexte d'apparition, celui de la construction des nouvelles figures identitaires d'une communauté de communication, en l'occurrence les Franco-Québécois. Disons que le grand récit collectif des Québécois, si vous me permettez cette

appellation, est en train d'être réécrit à partir d'une perspective qui insiste sur quatre critères typifiant le Sujet collectif dans le temps. Ces critères sont ceux de l'urbanité, du cosmopolitisme, du libéralisme et de l'économicité. En scrutant la production historique courante, il est aisé de découvrir que l'on s'attache à montrer comment, au cours des temps, le Québécois fut un être tout à fait rationnel, décisivement marqué par son rapport avec l'Autre (fut-il Amérindien, Anglais, Américain, Italien, etc.), ouvert à toutes les influences et évoluant dans un environnement largement urbain et bien plus sécularisé qu'on ne l'aurait cru. Cette représentation historique du Québécois est évidemment différente de cette autre, précédemment avancée, qui insistait sur le côté rural, « pure laine », rétrograde et un peu folklorique du type canadien-français, renégat de la modernité en terre américaine. Or il est intéressant de noter les conséquences de cette réécriture du passé collectif sur la représentation que se font désormais les Québécois d'eux-mêmes. D'abord, cette nouvelle version du grand récit collectif est en train de provoquer une mise au rancart de l'idée de *déphasage* pour penser l'évolution historique du Québécois. Ensuite, dans la mesure où elle favorise la mise en place de nouveaux repères temporels pour situer le Québécois par rapport aux grandes étapes de son histoire et par rapport à celles du devenir universel, elle *normalise* en quelque sorte le profil historique de ce Sujet, qui se réconcilie avec le *pattern* du devenir occidental. Enfin, et conséquemment, cette nouvelle version du grand récit collectif rétablit la statut historique du Québécois, désormais apparenté à un type évoluant au même rythme que les Autres mais en empruntant des trajectoires distinctes – spécificité du projet politique oblige ! – et remplace la question habituellement posée : « Comment et pourquoi le développement du Québec ne fut-il pas cela ? » par cette nouvelle : « Comment et pourquoi ce développement

fut-il ceci ? », sanctionnant ainsi le passage du Sujet vaincu et démoralisé (l'ancien Canadien français) au Sujet mature et ambitieux (le nouveau Québécois).

Le CÉLAT, m'avez-vous dit, se définit comme un centre interdisciplinaire. En France, beaucoup de chercheurs estiment qu'on a abusé de l'interdisciplinarité. Chacun de nous a été formé dans une discipline déterminée. On appartient à des institutions qui ont leur force, qui exercent des contraintes, etc. Quels sont les liens qu'entretient un centre interdisciplinaire comme le CÉLAT avec les organismes qui régissent la vie scientifique au Canada ?

Je n'oserais pas comparer la rigidité respective des milieux intellectuels français et québécois, bien que l'on puisse penser que les pesanteurs disciplinaires soient, en France, plus fortes que celles qui s'exercent chez-nous – mais peut-être est-ce un cliché qui ne tient plus ! En tant que directeur du CÉLAT et en tant que chercheur, je ne ressens aucune obligation envers quelque corporation disciplinaire que ce soit. Je conçois dès le départ le CÉLAT comme un centre de recherche de pointe et de formation de jeunes chercheurs. Nous avons la chance d'évoluer dans une université qui est, de mon point de vue, très généreuse envers ses centres de recherche et qui évalue leur pertinence en fonction de la qualité des travaux menés par les chercheurs qui y sont rattachés, de même qu'en fonction de la formation qu'y reçoivent les jeunes chercheurs qui les fréquentent. En termes clairs, ce sont des indices de performance et d'excellence plus que d'appartenance disciplinaire qui sont déterminants pour la survie du centre. Et ce criterium d'évaluation me reconforte. Nous avons à prouver ce que nous valons comme chercheurs et non pas comme historiens, ethnologues ou littéraires. D'ailleurs, il me semble que le milieu scientifique québécois

est en train de se recomposer sous la forme de réseaux transdisciplinaires à extension et à rayonnement international. C'est en tout cas le parti pris que préconisent tous les chercheurs rattachés au CÉLAT et c'est cette orientation que nous suggérons à nos étudiants. A une époque marquée par l'internationalisation croissante des activités de recherche et par la circulation foudroyante des idées dans l'espace intellectuel, il ne saurait y avoir d'avenir pour le chercheur que dans la mesure où il est partie prenante de réseaux scientifiques à intégration et à désintégration rapide, réseaux au sein desquels l'information, transmise par des spécialistes hyper-performants, circule rapidement en vue d'être continuellement renouvelée et mise à jour.

Dans la perspective où de tels réseaux internationaux sont créés, comment se pose pour vous le problème de la langue ? Aujourd'hui, il est superflu de le dire, la reconnaissance scientifique internationale passe de plus en plus par des publications en anglais. Or la défense du français est un élément important du combat politique pour l'identité québécoise...

Je vous livrerai mon sentiment personnel. Je ne vis pas ce *double bind*, cet attachement simultané envers l'anglais et le français, ni sur le mode de l'exclusion, ni sur celui de la confusion. Je puis m'exprimer dans les deux langues, ce qui est un avantage pour m'insérer dans deux milieux intellectuels aussi riches l'un que l'autre. Je continue par ailleurs de croire que, en sciences humaines tout au moins, il est nécessaire à un chercheur, pour prétendre percer à l'échelle internationale, de s'affirmer en anglais aux États-Unis et en Grande-Bretagne, certes, mais également en français en France. Au fond, maîtriser deux langues est une chance inestimable.

Sur un autre plan, je ne crois pas que l'idée de concevoir le Québec comme une collecti-

tivité multiculturelle à dominante francophone soit incompatible avec la volonté, pour un chercheur, de publier ses travaux en anglais. La défense du français au Québec n'est pas un combat d'arrière-garde et ce n'est pas non plus une politique visant l'exclusion de l'anglais. L'idée n'est pas d'ériger un mur autour des frontières – d'ailleurs on ne peut plus perméables – du Québec et de hurler au loup chaque fois que l'on entend ou que l'on voit de l'anglais. Il s'agit tout simplement d'assurer une primauté au fait français dans un contexte de brassages linguistiques où une nouvelle *lingua franca*, l'anglais, embrasse une part de plus en plus large de l'horizon communicationnel.

En fait, nombreux sont les chercheurs qui, aujourd'hui, jouent simultanément dans l'arène scientifique en français et en anglais, publiant leurs travaux dans l'une ou l'autre langue dépendant des publics qu'ils visent et des réseaux dans lesquels ils veulent s'insérer. Défendre l'identité québécoise, notamment à une époque où l'on met de l'avant l'idée selon laquelle le Québécois, en tant que Sujet universel, fait partie du *mainstream* de l'Histoire, passe peut-être par la reconnaissance – ô paradoxe ! – que ce Québécois doit également savoir s'exprimer en anglais, langue de réciprocité par excellence en cette fin de II^e millénaire...

Quelle est la nature des rapports intellectuels qui existent maintenant entre les collègues québécois et français ?

Il est difficile de généraliser. Ma perception est que ces rapports ont beaucoup évolué depuis quelques années. Paris demeure une grande capitale intellectuelle internationale et il n'est pas facile de s'inscrire dans les réseaux qui y prédominent. Cela dit, il existe, tant chez les collègues Québécois que Français, une grande soif de contact, d'échange et de collaboration. La présence de chercheurs québécois en sol français est forte, et réciproquement. Il

existe par ailleurs maintenant, au Québec, une masse critique de chercheurs qui permet un rayonnement international de la recherche québécoise, laquelle, soit dit en passant, est de calibre, originale et à l'avant-garde. Je me rappelle avoir participé, en 1991, à un colloque organisé à Paris par Claude Duchet et Georges Molinié sur le thème : « Objets et méthodes de la recherche littéraire au Québec. » Une quarantaine de chercheurs québécois, œuvrant dans le domaine des études littéraires, ont présenté leurs travaux à un public français. Petit événement en lui-même, ce colloque fut la preuve convaincante que les choses bougeaient chez nous et que la recherche québécoise n'était pas périphérique dans un champ intellectuel dominé par une autre communauté scientifique. A cet égard, je vous dirai que le CÉLAT travaille sur une base paritaire, avec nombre d'instituts et de centres de recherche français, à l'organisation de manifestations scientifiques à grand déploiement et auxquelles participent des chercheurs d'Europe et d'Amérique.

Fait à noter, les jeunes chercheurs en particulier ne ressentent plus – ou beaucoup moins – cette espèce de trac de présenter leurs travaux à l'étranger, dans des forums prestigieux. Le chercheur québécois s'est doté d'une assurance et sait qu'il a quelque chose à dire et à apporter. Il peut bénéficier de sa double appartenance au monde intellectuel européen et américain, francophone et anglophone. Paris n'est plus cette Mecque où l'on joue sa carrière le temps d'un exposé. C'est un lieu stimulant où circulent des chercheurs provenant de tous les horizons, où l'on peut trouver des expertises et offrir les siennes, suivant le mode de l'échange égal, et qui n'est finalement qu'à six heures d'avion du Québec. Le chercheur québécois a appris à regarder de l'autre côté de la palissade, s'est aperçu que l'horizon était infini et qu'il n'avait qu'à y laisser courir son imagination.

Quels sont vos projets pour les années qui viennent ?

En 1994, lors d'une année sabbatique, je mettrai fin à un cycle de recherche en rédigeant un ouvrage qui me permettra de revenir sur ma production des cinq dernières années. Je pénétrerai au cœur de l'imaginaire collectif des Québécois en « déconstruisant », si je puis dire, cette nébuleuse historique, mémorielle et identitaire qu'est l'idée de « Québec moderne ». A travers cet objet de recherche, j'aborderai d'autres questions – d'ordre épistémologique – comme par exemple celle des rapports entre la production scientifique des historiens et la circulation discursive générale au sein de l'espace public ; celle du recours à la métaphore comme procédé argumentatif et démonstratif ; celle de la mise en intrigue du passé à travers l'emploi de figures sémantiques et iconiques ; etc. J'essayerai de lier étroitement une étude d'ordre empirique – que je veux aussi minutieuse que possible – à un débat qui a cours à l'échelle internationale en tentant d'y contribuer tant au plan théorique que conceptuel.

En ce qui concerne le CÉLAT, mon collègue Bogumil Jewsiewicki et moi-même sommes en train de structurer un grand projet sur le thème « Mondialité, nationalité, identité : expériences de sociétés contemporaines », lequel s'inscrit dans le prolongement de deux séminaires internationaux que nous avons tenus sur la question des espaces identitaires et des dynamiques nationalitaires. Nous partons du constat – je simplifie beaucoup notre argumentaire ici – que l'époque actuelle se caractérise par la mondialisation des perspectives et par l'internationalisation accrue de la vie économique, sociale, politique. En même temps, on assiste en maints endroits du globe à un repli sur les identités locales, qu'elles soient ethniques ou nationales. Les grands récits historiques qui ont accompagné, justifié et fondé, depuis le milieu du XIX^e siècle, l'essor du monde bourgeois, n'arrivent plus, comme

auparavant, à étendre leurs perspectives unifiantes sur l'expérience quotidienne de l'hétérogène. Dans ce contexte d'éclatement par le haut et par le bas des nations, comment se pose la question de l'identité ? C'est à cette question que l'on voudrait apporter des éléments de réponse à travers un programme de recherche d'ordre comparatif qui s'étendra sur cinq ans. On travaille actuellement à la mise en place d'un réseau international en profitant de nos rapports privilégiés avec des collègues suédois, argentins, polonais, français et américains. La première étape du projet prendra la forme d'un séminaire international qui se déroulera à l'Université Laval à l'automne 1993.

Ne craignez-vous pas qu'étant donné l'ampleur du problème que vous soulevez et la vision planétaire que vous en avez, vous soyez finalement amenés à brasser des idées générales, comme on le voit si souvent aujourd'hui,

concernant l'avenir de la planète, la montée des nationalismes... Comment concilier cela avec les exigences de la recherche en sciences sociales qui imposent des études précises, fondées sur des matériaux empiriques ?

Nous sommes bien conscients de ce défi. C'est pourquoi nous allons décomposer notre programme de recherche en trois parties qui seront abordées successivement : l'éclatement des grands récits collectifs ; la production des sujets politiques dans les sociétés actuelles ; les manifestations de la culture transnationale : esthétiques et imaginaires de la mondialité. Chacun de ces thèmes donnera lieu à des recherches précises auxquelles seront associés nos étudiants. Les conclusions seront présentées lors de rencontres-synthèses annuelles auxquelles participeront un nombre que nous espérons aussi grand que possible de chercheurs.

Le CÉLAT regroupe actuellement dix chercheurs réguliers, quatre chercheurs associés, quatre chercheurs postdoctoraux et plus de quatre-vingts étudiants de deuxième ou de troisième cycle.

Principaux projets subventionnés et dirigés par des professeurs-chercheurs du CÉLAT :

- Vivre sa ville : Québec au xx^e siècle, identités et appartenances (Jean Du Berger)
- Usages du passé et de la tradition dans la construction identitaire et nationalitaire des Québécois (Jocelyn Létourneau)
- Archéologie historique en milieu urbain : des sites archéologiques envisagés comme lieu patrimonial et identitaire (Marcel Moussette)
- Les fondements sémiologiques de l'art contemporain québécois, 1940-1980 (Marie Carani)
- Identité octroyée, identités vécues : l'articulation du collectif et de l'individuel à travers une étude des savoirs et de l'art populaires (Bogumil Jewsiewicki)
- Les transferts culturels : Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est aux xvi^e-xvii^e siècles (Laurier Turgeon, Denys Delâge, Réal Ouellet)
- Des textes fondateurs : analyse narratologique et idéologique d'écrits d'explorateurs et de missionnaires à l'époque de la Nouvelle-France (Réal Ouellet)
- Archéologie des voyages de Frobisher à Meta Incognita (Réginald Auger)